



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 07/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TERZEO**

Rue des Carrières  
ZI Sud  
77270 Villeparisis

Références : E/25-0854

N° Hélios : 62276

Code AIOT : 0006517028

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 7 mars 2025 de l'établissement TERZEO implanté RD5 77124 Villenoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'examen du dossier technique, transmis le 26 février 2025 et complété le 31 mars 2025 par la société TERZEO, relatif à la conformité des travaux d'aménagement de la première alvéole du casier n° 1 de l'installation de stockage de déchets dangereux, implantée sur le territoire des communes de Villenoy et Isles-lès-Villenoy, préalablement à la mise en exploitation de cette alvéole. Il rend compte, par ailleurs, des constats réalisés au cours de la visite, effectuée le 7 mars 2025 par l'inspection des installations classées, en vue de contrôler la fiabilité du dossier technique, préalablement à la mise en exploitation de cette alvéole.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERZEO
- RD5 77124 Villenoy
- Code AIOT : 0006517028
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TERZEO est autorisée, par arrêté préfectoral n° 2019/02/DCSE/BPE/IC du 11 février 2019, à créer et exploiter une plateforme de tri et valorisation de terres de terrassements de chantiers du BTP associée à une installation de stockage de déchets dangereux, sur le territoire des communes de Villenoy et Isles-les-Villenoy.

La société est autorisée pour une capacité maximale de traitement de 200 000 tonnes/an et une capacité maximale de stockage de 40 000 tonnes/an, l'installation de stockage de déchets dangereux étant autorisée pour une capacité maximale totale de 1 030 800 tonnes et une durée d'exploitation de 30 ans.

Dans le cadre de ce projet, la société TERZEO est par ailleurs titulaire de l'arrêté préfectoral n° 2020/19 UD 77-DRIEE du 20 mars 2020 complété portant dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées dans le cadre du projet précité.

Le phasage des travaux associés à ce projet, qui ont débuté en 2020, s'inscrivait dans un calendrier imposé par l'arrêté du 20 mars 2020 précité. Celui-ci prévoyait, en particulier, les mesures d'évitements, de réductions, de compensations et d'accompagnement, au regard de l'autorisation à déroger à l'interdiction d'atteinte à certaines espèces protégées (5 espèces d'amphibiens, 1 espèce de reptile, 2 espèces de mammifères, 66 espèces d'oiseaux, 8 espèces d'insectes et 1 espèce de flore).

En phase préalable, le projet prévoyait un plan de résorption de terres polluées contenues dans un « sarcophage » situé en dehors mais à proximité immédiate de l'emprise de l'ICPE.

Ce plan de résorption consistant, dans un premier temps, à pomper et traiter les eaux contenues dans le sarcophage puis, dans un second temps, à traiter les terres polluées constituant ledit sarcophage dans l'installation de traitement, a été entamé en janvier 2022, par le forage de puits de pompage dans le sarcophage, puis la pose d'une géomembrane d'étanchéité permettant de stopper les infiltrations d'eaux météoriques dans le sarcophage.

À partir de février 2022, les eaux contenues dans le sarcophage ont été pompées et traitées dans un conteneur de traitement spécifique actuellement installé au niveau du sarcophage, puis infiltrées dans un bassin d'infiltration d'un volume de 20 m<sup>3</sup>, aménagés en dehors du sarcophage, avec un débit maximal de rejet de 1 m<sup>3</sup>/h.

Cette première phase s'est terminée fin 2023. Le démarrage de la seconde phase de résorption, impliquant le traitement des terres polluées du sarcophage, implique quant à elle la mise en service des installations.

À cet égard et parallèlement, la société TERZEO avait entamé les travaux d'aménagement de la plateforme de tri et de valorisation, ainsi que les travaux d'aménagement de la première alvéole du

casier n° 1 de l'installation de stockage de déchets dangereux de l'établissement.

Il est à noter que plusieurs modifications ont été entreprises par l'exploitant vis-à-vis du dossier de demande d'autorisation environnementale initial

- l'inversion du sens d'exploitation des casiers de l'installation de stockage de déchets dangereux, initialement prévu du nord au sud, qui seront exploités du sud au nord,
- la réalisation, dans un premier temps, des seuls aménagements correspondant à la surface nécessaire à l'exploitation du premier casier pendant 2 ans, afin de ne pas exposer trop longtemps l'argile et de préserver ses propriétés et son imperméabilité,
- l'absence de remaniement de la couche du premier mètre de l'horizon des Marnes dans le cadre du terrassement du casier, celle-ci présentant les caractéristiques requises à la suite des différents sondages réalisés dans le cadre du terrassement,
- l'utilisation des matériaux argileux, déjà en place sur le site, pour la réalisation des infrastructures du premier casier, les essais réalisés dans le cadre du terrassement ayant démontré que ces matériaux présentent les caractéristiques minimales requises. Cette utilisation permettra de limiter les apports externes,
- la reconstitution d'une barrière de sécurité passive des flancs, à partir d'une hauteur de 5 mètres par rapport au fond de l'installation, constituée d'une couche d'épaisseur minimale de 50 centimètres, surmontée d'un Géo-Synthétique Bentonitique (GSB) d'une perméabilité inférieure à  $2,88.10^{-11}$  m/s, cette proposition étant accompagnée d'une étude d'équivalence démontrant que la solution proposée présente un niveau de protection du sol, des eaux souterraines et des eaux de surface, équivalent aux exigences définies à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux,
- la modification du système de collecte à terme des 4 casiers, étant proposé de relier le fond des 4 puits de collecte par un collecteur étanche, au lieu d'installer 2 pompes par puits de collecte, afin d'optimiser la place occupée par le matériel de pompage, installé en fond de puits, tout en optimisant sa maintenance. Cette solution permettra également de disposer d'un nombre plus élevé de pompes susceptibles de prendre le relais en cas de défaillance de l'une d'entre elles. Lors de l'exploitation du premier casier et tant que les équipements du deuxième casier ne seront pas opérationnels, 2 pompes seront installées dans le puits du premier casier afin d'assurer le degré de sécurité initialement prévu,
- en l'absence de prescriptions particulières, la mise en œuvre d'une barrière de sécurité passive d'une épaisseur de 1 mètre sous le radier en béton des bassins de lixiviats, avec une clé de 1 mètre autour des bassins. Cette barrière sera élaborée avec les mêmes matériaux utilisés pour la réalisation des casiers. Sur la partie latérale des bassins, l'étanchéité sera assurée par un GSB ancré dans la clé de la barrière de sécurité passive qui viendra ceinturer les deux bassins. Une couche de matériaux drainants sera intercalée entre le GSB et le voile en béton, avec un puits permettant de contrôler les éventuelles fuites de l'ouvrage et pouvoir, le cas échéant, procéder au pompage. Cette couche drainante sera recouverte d'enrobé afin d'éviter l'infiltration d'eaux météoriques. Enfin, l'intérieur des bassins sera équipé soit d'une membrane en polypropylène thermosoudée, soit couverte de résine époxy pour assurer l'étanchéité.

Ces modifications ont fait l'objet d'un porter-à-connaissance déposé par l'exploitant le 6 septembre 2023. Le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte desdites modifications, considérées non substantielles au sens de l'article R. 181-46-I du Code de l'environnement, par courrier préfectoral n° E/23-2268 du 22 septembre 2023.

D'autre part, les modifications suivantes sont également projetées par l'exploitant :

- la mise en place de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment d'accueil des terres,
- le réagencement de certains équipements (filtre presse et station d'épuration) au regard d'une optimisation de procédé,
- l'ajout d'un bungalow dédié à l'accueil des camions et la bascule, pour sécuriser la circulation des véhicules sur la plateforme.

Ces modifications ont fait l'objet d'un autre porter-à-connaissance déposé en date du 14 décembre 2023.

Les travaux d'aménagement des installations se sont achevés au cours du premier trimestre 2025 et la société TERZEO a transmis à l'inspection des installations classées, le 26 février 2025 et complété le 31 mars 2025, un dossier technique relatif à la conformité des travaux d'aménagement de cette première alvéole, préalablement à sa mise en exploitation.

La visite réalisée le 7 mars 2025 avait notamment pour objet, en application de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 modifié relatif au stockage de déchets dangereux, de vérifier la fiabilité de ce dossier technique avant de débiter les opérations de stockage de déchets dans l'alvéole aménagée.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Constitution de la zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 11/02/2019, article 9.2.4.1	Sans objet
2	Barrière de sécurité passive	Arrêté Préfectoral du 11/02/2019, article 9.2.4.2.1	Sans objet
3	Barrière de sécurité active et collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 11/02/2019, article 9.2.4.2.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments figurant dans le dossier technique transmis le 26 février 2025, des constats effectués le 7 mars 2025 et des compléments apportés au dossier technique par l'exploitant en date du 31 mars 2025, l'inspection des installations classées considère que le dossier technique de l'organisme ATECEN établit la conformité des travaux d'aménagement de la première alvéole du casier n° 1 de l'installation de stockage de déchets dangereux de la société TERZEO, aux conditions



fixées par l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux et par l'arrêté préfectoral n° 2019/02/DCSE/BPE/IC du 11 février 2019 portant autorisation des installations, en particulier pour ce qui concerne :

- la constitution de la zone de stockage,
- la constitution de la barrière de sécurité passive,
- la constitution de la barrière de sécurité active,
- les équipements de collecte des lixiviats.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Constitution de la zone de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2019, article 9.2.4.1		
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement de la zone de stockage		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<p>La zone de stockage sera constituée de 4 casiers hydrauliquement indépendants. Leur exploitation sera subdivisée en alvéoles de surface unitaire inférieure à 1 500 m<sup>2</sup>. Ces alvéoles seront exploitées sur une épaisseur d'environ 5 mètres.</p> <p>Les casiers sont les suivants :</p>		
Casier	Superficie	Hauteur des déchets
N° 1	9 360 m <sup>2</sup>	16,40 m
N° 2	9 995 m <sup>2</sup>	18,50 m
N° 3	9 995 m <sup>2</sup>	16,60 m
N° 4	5 686 m <sup>2</sup>	16,00 m
<b>Constats :</b>		
<p>La société TERZEO a transmis le 26 février 2025, préalablement à la mise en exploitation de la première alvéole du casier n° 1 de l'installation, un dossier technique de fin de travaux d'aménagement, établi par l'organisme ATECEN. Ce dossier technique établit la conformité aux conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2019/02/DCSE/BPE/IC du 11 février 2019 portant autorisation des installations.</p> <p>Le dossier mentionne que le fond du casier n° 1 (premier casier des 4 casiers qui constitueront à terme l'installation de stockage de déchets dangereux) sera lui-même constitué de 3 alvéoles au total.</p> <p>Le dossier mentionne que la surface de l'alvéole en fond de casier présente une surface de 1 200 m<sup>2</sup>.</p>		

Le dossier comporte une étude sur la stabilité de l'ouvrage concluant en la stabilité des talus, avec les coefficients de sécurité requis en phase d'attente de remplissage du casier. Il préconise que, dès lors que les déchets seront mis en œuvre dans le casier, les pentes extérieures de la base de la barrière de sécurité passive, du côté de la future alvéole de stockage, devront être réduites en 3H/2V (au lieu de 1H/1V initial) et de conserver une bande de sécurité sans déchets à l'intérieur du site, entre le pied de déchets et la diguette extérieure aménagée pour assurer l'indépendance hydraulique entre les alvéoles, de sorte à assurer une stabilité à long terme.

Les constats effectués lors de la visite du 7 mars 2025 ont permis de confirmer visuellement la fiabilité des éléments décrits ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Barrière de sécurité passive**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/02/2019, article 9.2.4.2.1

**Thème(s) :** Autre, Étanchéification des zones de stockage

**Prescription contrôlée :**

Une barrière de sécurité passive est réalisée sur le fond et les flancs de la zone de stockage avant tout dépôt de déchets dangereux.

Avant mise en place de l'argile, les marnes et caillasses de support seront remaniées et homogénéisées sur 1 mètre d'épaisseur. L'altitude des marnes et caillasses remaniée se situera à 50 mNGF. Puis l'exploitant mettra en place 5 mètres d'argile naturelle d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s.

L'épaisseur de 5 mètres doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement.

La barrière de sécurité passive des flancs de la zone de stockage, à partir d'une hauteur de 5 mètres par rapport au fond de cette zone sera reconstituée à partir d'argile naturelle sur une épaisseur de 5 mètres perpendiculairement à la pente d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s. Au-dessus des 5 mètres par rapport au fond, la couche d'argile reconstituée sur les flancs aura une épaisseur minimale de 0,5 mètre d'argile perpendiculairement à la pente avec une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s.

Les pentes des flancs sera au maximum de 1V/3H.

Cette barrière de sécurité passive est décrite dans le schéma joint en annexe.

La détermination du coefficient de perméabilité s'effectue selon des méthodes normalisées.

En outre, dans le cas de la reconstitution totale ou partielle de la barrière de sécurité passive, des mesures et vérifications à l'aide de planches d'essais représentatives sont effectuées afin de vérifier si les objectifs de perméabilité sont atteints et une étude géotechnique confirme la stabilité de l'ensemble. L'épaisseur des matériaux mis en place ou remaniés est également vérifiée.

Ces contrôles et études sont réalisés avant tout dépôt de déchet par un organisme indépendant.

Les résultats de ces contrôles et études sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Le profil du fond de forme de la zone de stockage de déchets dangereux permet l'écoulement des lixiviats vers un ou plusieurs points bas aménagés de façon à permettre la reprise de ces lixiviats.

#### Constats :

Le dossier technique de l'organisme ATECEN précise que :

- **en fond de casier** : une couche de matériaux de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s a été reconstituée sur 5 mètres d'épaisseur, avec les matériaux présents sur site. Le dossier indique que le relevé topographique et les mesures de perméabilité réalisées par l'organisme extérieur ont confirmé les caractéristiques requises de la couche reconstituée,
- **sur les flancs de casier** :
  - dans la partie basse : une couche de matériaux de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s a été reconstituée sur 5 mètres d'épaisseur par rapport au fond de casier et perpendiculairement à la pente, avec les matériaux présents sur le site. Le dossier indique que le relevé topographique et les mesures de perméabilité réalisées par l'organisme extérieur ont confirmé les caractéristiques requises de la couche reconstituée,
  - en partie haute : un Géo-Synthétique Bentonitique (GSB) a été posé directement sur les flancs exempts d'éléments poinçonnants, recouvrant à la fois le matériau de la barrière passive constituant le pied de talus et toute la surface du flanc jusqu'au sommet où il est ancré dans une tranchée commune avec la géomembrane PEHD (poly-éthylène haute densité). Chaque lé de GSB chevauche latéralement le lé précédent. Ce GSB sur les flancs assure une protection équivalente à une couche de 0,5 mètre perpendiculairement à la pente, de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s, conformément à une étude d'équivalence préalablement transmise par l'exploitant.

Le dossier technique précise que la validation des contrôles de perméabilité en fond de casier et en partie basse des flancs de casier :

- d'un contrôle en continu par contrôle interne, à l'infiltromètre sur chaque couche unitaire selon la norme couche NF X 30-420 et en forage tous les mètres selon la norme NF X 30-424,
- d'un contrôle externe avec des essais en forage à 1 mètre, 3 mètres et 5 mètres, selon la norme NF X 30-424,
- d'un autre contrôle externe contradictoire avec des essais en forage à 1 mètre, 3 mètres et 5 mètres, selon la norme NF X 30-424.

Au-dessus des 5 mètres de base des flancs de casier, la conformité des opérations de pose du GSB ont fait l'objet d'un contrôle par un organisme extérieur.

Aussi le dossier technique conclut à une conformité aux exigences réglementaires de la barrière de sécurité passive réalisée.

Les constats effectués lors de la visite du 7 mars 2025 ont permis de confirmer visuellement la



fiabilité des éléments décrits ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Barrière de sécurité active et collecte des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/02/2019, article 9.2.4.2.2

**Thème(s) :** Autre, Étanchéité des zones de stockage

**Prescription contrôlée :**

Une géomembrane manufacturée, chimiquement compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard des caractéristiques géotechniques du site, est installée sur le fond et les flancs de la zone de stockage au-dessus de la barrière de sécurité passive visée à l'article 9.2.4.2.1.

Cette géomembrane est immédiatement mise en place dès la fin de préparation du casier.

La géomembrane ne doit pas être considérée comme un élément intervenant dans la stabilisation des pentes naturelles ou artificielles sur lesquelles elle est mise en place.

Dans tous les cas, le calcul de la stabilité des pentes est obligatoire.

Des contrôles de la qualité de la géomembrane, de son étanchéité, et de la bonne réalisation de sa pose sont réalisés par un organisme indépendant de l'exploitant et des fabricants de géomembranes.

Ces contrôles font l'objet d'un rapport établi par l'organisme qui est transmis dès réception à l'inspection des installations classées et est conservé en permanence par l'exploitant.

Une protection particulière (de type géotextile anti-poinçonnement) est intégrée entre la géomembrane et les éléments du système drainant, de manière à éviter le poinçonnement de la géomembrane.

Un système drainant est mis en place sur le fond et les flancs des zones de stockage de déchets dangereux.

Le système drainant de fond est conçu de façon à ce que la charge hydraulique s'exerçant en fond de zone de stockage sur la géomembrane ne puisse dépasser 30 centimètres. Il se compose du bas vers le haut :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal. Les drains ont un diamètre suffisant (minimal de 160 mm) pour faciliter l'écoulement et d'être accessible à l'entretien et à la vidéo-inspection,
- d'une couche drainante d'épaisseur minimale 50 centimètres par rapport à la perpendiculaire de la pente, composée de matériaux de nature non évolutive dans les conditions d'emploi et préalablement lavés, et présentant une perméabilité supérieure à  $1.10^{-4}$  m/s ; sur les flancs, cette couche drainante peut être remplacée ou complétée par un système équivalent du type géogrille ou géospaceur,
- d'une couche filtrante constituée soit par un matériau granulaire fin, soit par un géotextile.

Cette couche est dimensionnée de manière à filtrer le passage vers la couche drainante des éléments fins de déchets ou de tout autre matériau qui peuvent pénétrer la couche drainante et de ce fait gêner le passage et l'écoulement des lixiviats.

La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

Les flancs des zones de stockage sont également équipés d'un dispositif drainant adapté facilitant le cheminement des lixiviats vers le drainage de fond.

Dans le cas de casiers superposés, des dispositifs permettant de rabattre les lixiviats vers le fond du site doivent être mis en place.

Des structures drainantes intermédiaires sont installées au sein de la masse de déchets pour diriger tout lixiviat vers le fond du site.

Tous les tuyaux de drainage implantés en fond de site débouchent dans un ou plusieurs puits de relevage situés en point bas. Les drains sont accessibles à l'entretien et à la vidéo-inspection. Les puits de relevage sont destinés à la surveillance et à l'entretien du système de drainage et doivent être accessibles à l'homme, dans le respect de la réglementation du travail, ou à tout outil approprié.

Une étude géotechnique est obligatoire ainsi qu'un contrôle de la qualité et de la conformité du réseau de drainage et de sa pose par un bureau de contrôle ou une société de vérification.

Le ou les collecteurs principaux du système de drainage dirigent en permanence les lixiviats vers les points bas des puits de relevage qui orienteront ces lixiviats à l'aide de pompes de relevage à destination du bassin de lixiviats brut implanté sur la plateforme de traitement visé à l'article 4.3.3 du présent arrêté.

Les puits de pompage présenteront un diamètre extérieur de l'ordre de 2 m et seront visitables. Le pompage s'effectue automatiquement, de façon à maintenir la charge hydraulique inférieure à 30 centimètres. Dans le cas où le bassin de lixiviat est plein, ce système automatique en informera l'exploitant par un système d'alarme afin de mettre en place les mesures nécessaires suffisamment tôt.

#### **Constats :**

Le dossier technique de l'organisme ATECEN précise que la barrière de sécurité active est constituée :

- en fond :
  - d'une géomembrane PEHD d'une épaisseur de 2 millimètres,
  - d'un géotextile de protection,
  - d'un massif filtrant, d'une épaisseur de 0,5 mètre,
  - au-dessus du massif filtrant, d'un géotextile de protection,
- sur les flancs :
  - d'une géomembrane PEHD d'une épaisseur de 2 millimètres,

- d'un géotextile de drainage.

Le dossier technique mentionne qu'une mission de contrôle extérieur a porté sur l'agrément préalable des matériaux employés, la vérification de la méthodologie de pose (recouvrement des lés), de soudure (doubles soudures à canal central et pièces d'extrusion au droit des points singuliers), d'ancrage en tête (tranchée) et de protection par géotextile. Le contrôle extérieur a également porté sur la validation du plan de récolement, la certification des soudeurs, le contrôle contradictoire de toutes les soudures, ainsi que le contrôle de l'épaisseur du massif filtrant mis en œuvre au fond.

Le dossier technique précise en outre que la pente aménagée en fond de casier permettra de rediriger les lixiviats vers un puits de collecte des lixiviats mis en place en point bas du fond de casier. Il est également indiqué qu'en fond de massif filtrant, un drain a été installé pour permettre l'évacuation des lixiviats vers le puits de collecte. Or le dossier précise, dans sa version transmise le 26 février 2025, que les caractéristiques du drain installé (drain agricole en PVC) n'étaient pas conformes aux prescriptions réglementaires requises et n'apportaient pas une résistance suffisante aux contraintes prévisibles. En conséquence, l'exploitant a procédé, postérieurement à la transmission du dossier technique, au remplacement de ce drain par un drain conforme (drain PEHD de diamètre 160 mm).

Les constats effectués par l'inspection des installations classées lors de la visite du 7 mars 2025 ont permis de confirmer visuellement la fiabilité des éléments décrits ci-dessus, y compris le remplacement du drain initialement non conforme, par un drain conforme aux prescriptions requises.

En outre, les compléments apportés au dossier technique en date du 31 mars 2025, établis par l'organisme extérieur, confirment la conformité de l'ensemble des aménagements prévus pour la collecte des lixiviats.

**Type de suites proposées : Sans suite**

